



Décision individuelle n°2023- 0063 du 20/03/23
portant autorisation spéciale en cœur du Parc national des
Cévennes, pour travaux, constructions, installations, hors droit de
l'urbanisme

La directrice de l'établissement public du Parc national des Cévennes,

Vu le code de l'environnement, et notamment son article L.331-4-I,

Vu le décret n°2009-1677 du 29 décembre 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du Parc national des Cévennes aux dispositions du code de l'environnement issues de la loi n°2006-436 du 14 avril 2006, et notamment son article 7.-II,

Vu le décret n°2013-995 du 8 novembre 2013 portant approbation de la charte du Parc national des Cévennes, et notamment sa modalité 8 relative aux règles générales applicables aux travaux, constructions et installations soumis à autorisation préalable,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment ses articles 3 et 4,

Vu l'arrêté ministériel du 31 décembre 2011 relatif aux travaux dans les cœurs de parcs nationaux portant application de l'article R.331-19-1 du code de l'environnement,

Vu la demande de l'établissement public du Parc national des Cévennes, formulée par Monsieur Jean-Christian GARLENC, reçue complète en date du 21 décembre 2022 pour la nature et la localisation des travaux ci-après visées,

Vu l'avis réputé favorable du conseil scientifique de l'établissement public suite à sa saisine du 26 décembre 2022,

Considérant que les travaux décrits dans la demande sont conformes aux dispositions des textes susvisés,

Considérant l'axe 4 : *Vivre et habiter*,

Considérant que les travaux décrits dans la demande, assortis des prescriptions détaillées ci-dessous, sont compatibles avec la préservation des paysages, des espèces et des milieux patrimoniaux du Parc national des Cévennes,

ARRÊTE

Article 1 : pétitionnaire - objet

1-1 Pétitionnaire :

L'Établissement public du Parc national des Cévennes, sis [REDACTED]
représenté par Monsieur Rémy CHEVENNEMENT,

1-2 Objet de l'autorisation :

- *nature des travaux* : travaux de voirie et réseaux, réalisation d'un drain périphérique et mise en conformité d'un assainissement
- *localisation des travaux* : Lozère / commune de BASSURELS / lieu-dit "Aire de Côte", parcelles [REDACTED] et Gard / commune de VAL D'AIGOUAL, [REDACTED]

La présente autorisation est accordée sous réserve que les travaux soient conformes au dossier technique joint à la demande et de respecter les prescriptions ci-dessous.

Article 2 : prescriptions obligatoires

2-1 - prescriptions générales :

- les matériaux, fournitures et matériels sont stockés dans la zone prévue à cet effet (cf. annexe 1). Aucun dépôt n'est autorisé sur les pelouses naturelles (habitat d'un criquet patrimonial : le *Détique des Brandes*) ;
- les installations, dépôts et stockage doivent présenter pendant toute la durée des travaux l'aspect d'un chantier bien ordonné ;
- les bois morts et les vieilles souches sont laissés sur place (présence de coléoptères remarquables, dont *Rosalie des Alpes*).

2-2 - concernant les réseaux :

- ils sont effectués à la mini pelle. Les tranchées sont refermées avec les matériaux issus de leur creusement ;
- les différents regards et chambres doivent être affleurants au terrain naturel. Les tampons sont de couleur sombre et d'aspect mat.

2-3 - concernant le drain :

- il est réalisé parallèlement à la façade nord-est et au pignon est du bâtiment. Il se raccorde au réseau pluvial créé ;
- la nappe de drainage (type Delta MS) ne doit pas être visible une fois les travaux terminés ;
- les matériaux de déblai générés par le creusement de la tranchée sont utilisés pour créer la plateforme devant le pignon ouest de l'annexe technique.

2-4 - concernant l'assainissement :

- l'installation est conforme au dossier technique ;
- les matériaux de l'ancien filtre à sable peuvent être réutilisés sur place (réalisation de talus ou reprofilage du terrain).

2-5 - le pétitionnaire doit transmettre le présent arrêté aux personnes chargées de l'exécution des travaux afin qu'elles en prennent connaissance et le respectent. Tout exécutant est soumis aux obligations du présent arrêté, et fait, en cas de non-respect de ses prescriptions, l'objet des mêmes sanctions que le pétitionnaire.

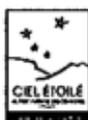
2-6 - le pétitionnaire annonce la date prévisionnelle de démarrage des travaux au moins 15 jours à l'avance à Jean-Christian GARLENC, que vous pouvez contacter :
par téléphone : 06 99 76 17 47 ;
par courriel : jean-christian.garlenc@cevennes-parcnational.fr ;
par courrier postal.

2-7 - en fin de chantier, toute trace de travaux est effacée.

L'ensemble des déchets et résidus est collecté et évacué vers les installations de traitement autorisées.

Article 3 : période de validité de l'autorisation

Le présent arrêté est délivré pour une période de deux années à compter de sa notification.



Article 4 : autres obligations et droit des tiers

La présente décision individuelle ne dispense pas le pétitionnaire des autorisations nécessaires au titre des autres législations applicables au projet, notamment celle liée au droit de propriété.

Article 5 : sanctions pénales encourues

Le non-respect des prescriptions applicables de la décision individuelle est constitutif d'une infraction et pourra être constatée par procès-verbal.

Article 6 : modalités de contrôles

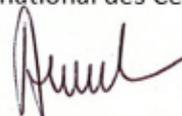
Les agents de l'établissement public du Parc national des Cévennes ainsi que tous les agents assermentés et compétents en la matière sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Article 7 : publicité

La présente autorisation sera notifiée et publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national des Cévennes (cf. site : www.cevennes-parcnational.fr).

Fait à Florac-Trois-Rivières, le 20/03/2023

La directrice de l'établissement public
du Parc national des Cévennes



Anne LEGILE

Le présent arrêté peut être contesté par recours gracieux auprès de l'établissement public du Parc national des Cévennes, dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour le bénéficiaire et à compter de sa publication pour les tiers. Il peut également être contesté dans le même délai devant le Tribunal administratif de Nîmes.

Établissement public du Parc national des Cévennes
Service Développement durable
tél : 04 66 49 53 11 (secrétariat)

Diffusion :

- original :
 - EP PNC / SG
 - Pétitionnaire
- copies :
 - Communes de BASSURELS et VAL D'AIGOUAL
 - EP PNC / massif Aigoual
 - EP PNC / SDD (dossier n°2022-2123)



Parc national des Cévennes

travaux VRD Aire de Côte



 zone de stockage autorisée

 cœur

N 
1:1 000